



## **Foncier rural et expertise dans les contextes de (post) guerres : éclairages depuis la Birmanie, le Soudan et l'Éthiopie.**

**Double demi-journée d'animation thématique Pôle Foncier, Gret et Comité Technique "Foncier et Développement"**

*Jeudi 5 décembre 2024, 9h30 – 12h & 14h – 17h, salle 009-Actes à St Charles 2, Montpellier.*

Lien distanciel : <https://ird-fr.zoom.us/j/91770098095?pwd=OCXyuHFtI0L2ij7p7hqIb6wToOzqrZ.1>

Lors de cette double demi-journée sera tout d'abord discuté une analyse réflexive de membres de l'équipe de recherche foncier du GRETE sur leur travaux en Birmanie lors de l'ouverture politique du pays entre 2013 et 2021. L'après-midi sera dédiée à questionner la place du foncier rural dans les guerres civiles au Soudan et en Éthiopie. Étant donné la différence de nature de ces présentations – l'une proposant un retour réflexif au sein d'un travail de capitalisation, l'autre un travail sur des conflits en cours –, nous avons décidé de ne pas les unir complètement autour d'un thème commun.

Néanmoins, il nous semble essentiel de souligner que ces contributions alimentent un dialogue plus général sur les liens entre « foncier, conflit et violence », dans le fil de la réflexion actuelle<sup>1</sup> et des événements<sup>2</sup> organisés par le Pôle Foncier. La problématisation conjointe de ces trois dimensions lie en filigrane l'ensemble des présentations de cette double demi-journée. Au-delà de la différence de nature de ces présentations, il y a donc un intérêt à comprendre leur contexte respectif, point de départ d'une possible mise en regard des différentes configurations des enjeux fonciers et de leurs analyses dans des espaces traversés par la violence.

L'Éthiopie, la Birmanie et le Soudan sont actuellement plongés dans des guerres civiles meurtrières. Bien que les conflits aient des raisons multiples qui divergent parfois entre les trois pays, des points communs peuvent être identifiés. Tout d'abord, un désastre humain commun, avec la moitié de la population du Soudan, un tiers de la population en Birmanie et plus d'un cinquième de celle de l'Éthiopie ayant un besoin

---

<sup>1</sup> Voir notamment le numéro spécial de 2020 dirigé par J.-P. Chauveau, J. Grajales, et É. Léonard « [Foncier et conflits violents en Afrique](#) » *Revue internationale des études du développement*, 243 (3).

<sup>2</sup> « [Gouverner les ressources en contexte de conflit ouvert. Éclairages sahéliens](#) » Journée d'animation thématique Pôle Foncier & UMR SENS organisée par Sergio Magnani, Jeudi 5 septembre 2024.

urgent d'aide humanitaire.<sup>3</sup> Des crimes contre l'humanité ont été commis dans les trois pays, notamment des violences sexuelles massives et des nettoyages ethniques (Tigré occidental en Éthiopie, État Arakanais en Birmanie, Darfour et surtout Al-Geneina au Soudan).

Les gouvernements centraux ont perdu le contrôle de vastes portions de leur territoire : un quart à un tiers pour l'Éthiopie, et plus de la moitié pour le Soudan et la Birmanie. On sait très peu de choses sur les systèmes de gouvernance alternatifs mis en place dans les zones « libérées » ou en « résistance ». Cependant, si ces guerres civiles résultent d'une crise politique et d'une contestation au niveau national (ou fédéral), elles sont également constituées d'une myriade de conflits locaux enchevêtrés dans des sociétés essentiellement agraires.

En Éthiopie, au Soudan et en Birmanie, la plupart des combats et des violences se déroulent actuellement dans les zones rurales. Les plus grandes batailles de la guerre du Tigré (2020-2022) se sont déroulées dans les zones rurales, tandis que celles du Darfour et du Kordofan sont ravagées. Les guerres actuelles dans les régions Oromia et Amhara en Éthiopie sont des contre-insurrections à grande échelle visant les groupes de guérilla rurale. En Birmanie, les campagnes de contre-insurrection et de pacification ont également lieu dans les zones rurales de la plupart des régions du pays (États Chin, Arakan, Kachin, Karen, Mon, Shan) ainsi que dans la zone sèche bamar du centre du pays.

Il est à noter que la présentation sur la Birmanie a trait à un travail effectué lors - et rendu largement possible par - l'ouverture politique du pays. Au lieu d'appréhender la période comme une transition « démocratique », il nous semble plus juste de l'aborder comme un moment de transition d'après-guerre.<sup>4</sup> Ainsi, nous pouvons considérer les années 2010 comme un moment de changements intenses, contradictoires et multiformes au cours duquel un collectif de recherche s'est construit, sans présumer d'une progression linéaire et téléologique vers la démocratie libérale.

Dans ce contexte, cette double demi-journée vise 1) à analyser la pratique et l'engagement des chercheurs sur les questions foncières dans un contexte de transition traversé par la violence et 2) à analyser ce que les guerres actuelles doivent aux questions foncières et agraires et, en retour, comment la violence de guerre transforme les pratiques agricoles, les relations de propriété et les relations à la terre.

---

<sup>3</sup> <https://www.unocha.org/sudan> ; <https://www.unocha.org/ethiopia> ; <https://www.unocha.org/myanmar>

<sup>4</sup> Klem, Bart. 2018. "The Problem of Peace and the Meaning of 'Post-War.'" *Conflict, Security & Development* 18 (3): 233–55.



Matinée : 9h30-12h

---

## **Retour sur l'expertise foncière du GRET en Birmanie/Myanmar (2012-2019)**

Stéphien Huard (UMR SENS), Céline Allaverdian (GRET, AgroParisTech PRODIG Université de Montréal) et Maxime Boutry (UMR CASE).

Cette présentation porte sur la fabrication d'un « programme de recherche foncier » mené par une ONG française en Birmanie, au moment d'une période d'ouverture à la suite de décennies d'autoritarisme. Rédigée par trois personnes fortement impliquées dans le programme, l'analyse jette un regard réflexif sur environ dix ans de recherche pendant la « transition » politique du pays et ses « réformes foncières ». L'objectif est de décrire et d'interroger les différentes postures que nous avons adoptées tout au long de ce travail réalisé dans le cadre de financements issus de l'aide au développement qui ont pu être dédiés à la recherche afin d'alimenter les débats sur les politiques foncières. Étant donné la nature dictatoriale du régime avant son « ouverture démocratique », le cadrage des questions foncières, la posture des acteurs impliqués et la manière dont nous pouvions effectuer des recherches étaient marqués par un fort niveau d'incertitude. Nous analysons l'évolution de notre posture en décrivant comment nous avons incarné diverses formes d'expertise à différents moments, parfois par empilement : d'abord à travers notre entrée dans l'arène foncière au Myanmar à un moment de réforme et la construction d'une expertise scientifique pour légitimer notre présence et assurer une certaine indépendance ; en se focalisant ensuite sur la manière dont nous en sommes venus à incarner une « expertise d'engagement » par une insertion progressive sur la question des (ré)attributions de terres tout en accompagnant – à bonne distance – la mise en œuvre d'un projet pilote de réallocation foncière piloté par le gouvernement ; enfin par un engagement politique plus direct à travers un plaidoyer contre la promulgation d'un amendement de la loi sur les terres « vacantes ». Cette présentation servira de point d'étape d'un travail en cours dans le cadre de la capitalisation de nos travaux pour le GRET.

9h30-9h45 : ouverture Stéphane Huard et Charline Rangé (Gret)

9h45-10h30 : présentation (Stéphien Huard, Céline Allaverdian, Maxime Boutry)

10h30-10h45 : pause-café

10h45-12h : interventions des discutant.e.s et discussion générale.

Discutant.e.s : Marie Mellac (UMR Passages) ; Antoine Deligne (Mekong Region Land Governance) *en distanciel* ; Philippe Lavigne Delville (UMR SENS)



Après-midi : 14h-17h (en anglais/in english)

---

## **Le foncier rural dans les guerres civiles au Soudan et en Éthiopie**

14h-14h15 : Introduction par Mehdi Labzaé (ISP)

14h15-15h : Abdaljabar Elhaj Ejami (IMAF) : **Land Politics and Tribal Conflicts in Eastern Sudan: From the December Revolution to the April War**

Based on long ethnographic fieldwork in Eastern Sudan (2017-2024), this paper aims to show how the question of land is central to “ethnic and religious conflicts” that broke out following the December Revolution and continued, in a way or another, during the ongoing circumstances of the April War between Sudan Armed Forces and Rapid Support Forces. It illustrates how the regional and international interventions worked to “reorientate” Sudan Democratic Transition after the Al-Bashir regime contributed to local tribal fragmentation. Under the claim of bringing development into the marginalized regions, the transitional partnerships government and its regional supporters used “Peace” as an ideology to push the geopolitical Eastern region towards neo-liberalization. Loaded with regional neoliberal projects, primarily related to agricultural schemes, gold mines and ports; Eastern Sudan’s neoliberal transition exploded ethnic and tribal conflicts over land. The paper provides some ethnographic cases that reveal the complexity of those “tribal clashes” at various levels of interests: local, national, regional and international.

15h-15h15 : pause café/coffee break

15h15-16h : Mehdi Labzaé (ISP): **From the Developmental state to feudalism? Land, ethnicity and war in Ethiopia’s Northwestern corner**

In the late 2000s, the Ethiopian government shifted its agricultural policy focus from supporting the peasantry to promoting large-scale, mechanized, export-oriented agriculture. As part of a ‘developmental state’ policy, hundreds of thousands of hectares were identified to be granted to investors. Western Tigray, located in Ethiopia’s Northwestern corner, was on the frontline land transfers. When the war in Tigray broke out in November 2020, the same zone was the site of a major episode of ethnic cleansing, still ongoing. In this paper, I try to identify how past land policies took part in the definition of local political fault lines that turned violent as Ethiopia got deeper engulfed in a political crisis, since 2014. Against most of the literature focusing on (and blaming) Ethiopia’s ethno-federal constitution, I intend to address a dearth of political economy reading of the current civil war, by showing how agrarian demands were articulated by social constituencies that do not necessarily correspond to the ethnic labels mobilized



by warring parties. I first dig into the longer 20<sup>th</sup>-century history to describe evolving levels of capital intensity in agriculture and state penetration, showing that Western Tigray might less be understood as a pioneer front than as a breadbasket in a contested area. The analysis of resettlement programs and the presence of guerrilla groups during the former civil war (1974-1991) tend to show that tensions that are now framed under a grammar of 'ethnicity' had once been expressed in the idiom of class conflict. In a second part, I pay attention to how the 'developmental state' was implemented in Western Tigray, with two partly contradicting policies: the resettlement programs of the 1990s and early 2000s, and the 'land-to-investors' and registration policies of the later 2000s and 2010s. I argue that these policies fueled irredentism in the neighboring Amhara region. In a third part, I identify the result of these contests during the Tigray war and subsequent occupation of Western Tigray by Amhara nationalists. I argue that ethnic cleansing paved the way to a new economic and political regulation, where the former property rights regime is destroyed, violence prevails, and political authority is highly decentralized.

16h-17h : **Discussion générale**